



IDÉES

analyses

Réforme du bac : the show must not go on

Derrière les taux de réussite record chaque année au baccalauréat se cache une réalité moins reluisante.

**LA
CHRONIQUE**
de Camille
Dejardin



ration des savoirs.

La dégradation des enseignements

Or, à rebours des besoins comme des annonces, l'essentiel du nouveau bac se joue sur les semaines de cours, sacrifiées tant aux examens proprement dits qu'à la participation des professeurs à divers jurys et aux corrections d'épreuves en sus de l'activité qui les occupe déjà à temps plein : l'enseignement, dont le « face-à-face élèves » n'est que la partie visible (davantage de temps étant dévolu à la préparation des séances, l'évaluation et le suivi pédagogique). Une multiplication des tâches qu'il ne s'agit pas de ratifier, encore moins d'accroître, mais bien de réduire, car le temps perdu pour apprendre ne se rattrape pas. Ni par les élèves qui perdent des heures, ni par les professeurs à qui aucune compensation financière ne confèrera le don d'ubiquité. Peut-être la raison pour laquelle on avait jusqu'ici placé les examens... à la toute fin de l'année ?

« Simplification », « formation à l'oral », « reconquête des cours »... Depuis son lancement, la réforme se paie de mots. Mais pas seulement. Elle se paie surtout de la dégradation accrue des conditions d'enseignement et d'apprentissage. La conjoncture du Covid-19 ne doit plus servir à masquer les effets d'une réforme problématique en elle-même, ni entériner la pression constante à la hausse des résultats pour entretenir la grande illusion. Le taux de « réussite » exceptionnel de la dernière session reflète en effet bien moins les performances des élèves que les consignes données à leurs évaluateurs et l'« harmonisation » imposée des notes, allant jusqu'à fixer à l'avance les moyennes à atteindre. Une mystification qui ne fait que des perdants.

Autant donc le dire sans attendre le maronnier journalistique et les annonces glorieuses du mois de juillet : aucun taux chiffré, aussi explosif soit-il, ne change la réalité – une réalité que les bacheliers paient de leur échec par la suite. Sortir du déni s'impose pour cesser de pallier voire renforcer encore les problèmes, et s'atteler à y remédier. On sera d'accord avec le président réélu sur un point : voilà un « chantier prioritaire ».

Camille Dejardin est docteure en sciences politiques et professeure de philosophie.

L'essentiel du nouveau bac se joue sur les semaines de cours, or elles sont sacrifiées tant aux examens proprement dits qu'à la participation des professeurs à divers jurys et aux corrections d'épreuves.

Nous voici fin mai et les lycéens ont déjà passé leur bac. Enfin, presque : la semaine du 9, leurs écrits de spécialités initialement prévus au 14 mars (avec, à noter, des sujets différents pour une même matière selon le jour de passage) et la semaine dernière, les épreuves pratiques (sciences expérimentales, arts...). En juin ne restent plus que la philosophie et... le grand oral, au coefficient surdimensionné : autant que les deux épreuves de français réunies en fin de première, davantage que celle de philo en 4 heures. Pour un exposé de 5 minutes suivi de questions.

Une épreuve censée « former à prendre la parole en public » alors qu'aucune heure d'enseignement n'y est dédiée dans les emplois du temps et que, par ailleurs, cadences et effectifs empêchent plus que jamais de s'y entraîner. Il était déjà improbable de favoriser l'oral dans des classes où 35 élèves est la norme. Le mal nommé « contrôle continu », jalonnant le « cycle terminal » d'échéances d'autant plus stressantes qu'elles sont devenues diplômantes, renforce l'avancée au pas de course dans les programmes, disproportionnés, dans des conditions impropres tant aux échanges qu'à tout apprentissage solide. Ceux-ci exigent des effectifs réduits – évoqués en primaire, toujours attendus dans le secondaire où les demi-groupes ont au contraire été massivement supprimés –, mais aussi et surtout du temps, pour les questions et la matu-

